



AVIS DE SOLlicitATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 06 /26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM DU 25 AOÛT 2026
POUR LE RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DES
TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE BARRIÈRE DE SÉCURITÉ AU
CENTRE EMPLISSEUR GPL DE MAROUA

1. OBJET

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la présélection d'entreprises qualifiées en vue de la réalisation des travaux de construction d'une barrière de sécurité au centre emplisseur GPL de Maroua.

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux, objet du présent Avis de Sollicitation de Manifestation d'Intérêt, pourront notamment comprendre, sans s'y limiter :

- les travaux préparatoires et d'installation de chantier ;
- les travaux de terrassement et d'implantation ;
- les travaux de fondations en béton armé ;
- les travaux de construction du mur et de la barrière de sécurité ;
- les travaux de maçonnerie, béton armé et ouvrage en béton ;
- les travaux de ferronnerie et métallerie (portails, grilles, clôtures métalliques, garde-corps, etc.) ;
- les travaux de serrurerie et dispositifs de contrôle d'accès ;
- les travaux d'électricité pour l'alimentation des équipements de sécurité, d'éclairage et de contrôle d'accès ;
- les travaux de peinture, traitement anticorrosion et finitions ;
- les travaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales ;
- les travaux d'aménagement des abords, des voies d'accès et des plateformes ;
- la fourniture et l'installation de la signalisation et des équipements de sécurité.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent Avis est ouvert aux sociétés et aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience pour la réalisation des prestations sollicitées.

4. FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt sont financés par le budget d'investissement de la CSPH, exercices 2026 et 2027.

5. DEPOT DE MANIFESTATION D'INTERET

Les dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être produits **en quatre (04) exemplaires, dont l'original et trois (03) copies marquées comme telles**, dans une enveloppe fermée et scellée ne portant ni cachet ni indication de l'identité du candidat. Ces documents doivent parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 de l'immeuble abritant le siège de la CSPH à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, B.P. 501 au plus tard le **08 SEPT 2026** à **10h**, heure locale, et porter les mentions suivantes :

AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° **06** /26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM DU **25 SEPT 2026** POUR
LE RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION D'UNE BARRIÈRE DE SÉCURITÉ AU CENTRE EMPLOYEUR
GPL DE MAROUA

6. DUREE D'EXECUTION

La durée d'exécution des prestations est de **huit (08) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux.

7. COMPOSITION DU DOSSIER

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter en deux (02) volumes, de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui feront l'objet de vérification :

Enveloppe A – Volume 1 : Dossier administratif

L'enveloppe A contiendra les documents suivants, en originaux ou en copies certifiées conformes, datant de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours :

- a. la déclaration d'intention de soumissionner timbrée et signée par le candidat ;
- b. l'accord de groupement (si association de plusieurs entreprises), spécifiant le mandataire le cas échéant ;
- c. le pouvoir du mandataire le cas échéant ;
- d. le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- e. une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ;
- f. une attestation de domiciliation bancaire du Soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances du Cameroun ;
- g. une attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP avec la référence à l'Appel d'Offres ;

- h. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale portant mention de l'objet et références de l'Appel d'Offres et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse ;
- i. une attestation de conformité fiscale qui tient également lieu de justificatif de paiement de la patente, de certificat d'imposition et de bordereau de situation fiscale établie par les services compétents de la Direction des Impôts certifiant que le Soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours et timbrée ;
- j. une attestation d'immatriculation ;
- k. une copie certifiée du registre du commerce ;
- l. un plan de localisation certifiés et en cours de validité.

Les pièces **b** et **c** ne sont à fournir que s'il y a association de plusieurs entreprises pour soumissionner et exécuter le marché ensemble.

Enveloppe B – Volume 2 : Offre technique

L'offre technique comprendra les informations et documents justifiant les références attestant l'exécution des contrats analogues :

B.1. Les renseignements sur les qualifications du Soumissionnaire :

Ses références justifiées par la réalisation au cours des dix (10) dernières années, d'au moins **trois (03) projets** d'envergure similaire dans le domaine de la construction des bâtiments. (Joindre les copies des premières et dernières pages des Marchés ou des Lettres-Commandes, les procès-verbaux de réception ou les certificats de bonne exécution) ;

B.2. La liste du personnel d'encadrement

Le candidat devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

❖ Un (01) Ingénieur de Génie Civil : le Chef de Projet / Conducteur des travaux

Le Chef de Projet doit avoir :

- un diplôme de Génie Civil ou équivalent (BAC + 5).
- l'attestation d'inscription à l'Ordre des Ingénieurs du Cameroun (OIC).
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) :
 - avoir au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle en conduite de travaux de bâtiments, ouvrages industriels ou infrastructures ;
 - avoir exécuté au moins deux (02) projets d'envergures similaires.

❖ Un (01) Ingénieur de Génie Civil : Assistant du chef de projet

Il doit avoir :

- un diplôme de Génie Civil ou équivalent (BAC + 5).
- l'attestation d'inscription à l'Ordre des Ingénieurs du Cameroun.

- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) d'au moins sept (07) ans en exécution de travaux de Génie Civil et ouvrages de sécurité.

❖ **Un (01) Ingénieur Electrotechnicien ou Electrique**

Il doit avoir :

- un diplôme de Génie Electrique ou équivalent (BAC + 5).
- l'attestation d'inscription à l'Ordre des Ingénieurs du Cameroun.
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) d'au moins cinq (05) ans dans les installations électriques extérieures, l'éclairage, le contrôle d'accès dans le domaine des BTP.

❖ **Un (01) Géomètre-Topographe**

Il doit avoir :

- un diplôme d'Ingénieur des travaux ou technicien supérieur en topographie ou équivalent (BAC + 3).
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) d'au moins cinq (05) ans dans les travaux d'implantation et de contrôle topographique.

❖ **Un (01) Technicien Supérieur en Génie Civil**

Il doit avoir :

- un diplôme BTS en Génie Civil ou équivalent (BAC + 2) ;
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) d'au moins cinq (05) ans dans les BTP.

❖ **Un (01) Responsable Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement (QHSE)**

Ce Responsable doit avoir :

- un diplôme (licence ou Master) en Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (BAC + 3 minimum) ou équivalent.
- Expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) d'au moins cinq (05) ans sur les chantiers industriels ou pétroliers.

❖ **Un (01) Laborantin (Technicien de Laboratoire)**

Le Laborantin doit avoir :

- un BTS ou une licence dans un domaine lié au laboratoire ou génie civil (BAC + 2 minimum)
- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) d'au moins cinq (05) ans dans le domaine.

❖ **Un (01) agent administratif**

L'agent administratif doit avoir :

- un diplôme BTS en secrétariat et bureautique (BAC + 2).

- expérience professionnelle (à présenter dans un **Curriculum Vitae (CV)** détaillé) : avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle en secrétariat.

B.3. Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat doit justifier de la possession en propre à l'entreprise ou en location possible ou sous engagement de mise à disposition, de moyens matériels ci-après :

- ❖ matériel de terrassement et préparation du site

Justifier de la possession d'au moins :

- une (01) **pelle excavatrice** ;
- un (01) **camion benne** ;
- un (01) **compacteur**.

- ❖ matériel de bétonnage et gros œuvre : justifier de la possession d'une **bétonnière** ;

- ❖ matériel de levage et manutention légers (**palans, crics**) ;

- ❖ matériel pour installations techniques : justifier de la possession d'un **poste à souder** ;

- ❖ matériel de topographie et contrôle : justifier de la possession d'une **station totale** ;

- ❖ moyens de déplacement : au moins **deux (02) véhicules de liaison de type Pick Up 4*4** ;

- ❖ matériel de sécurité de chantier : justifier de la possession des **équipements de protection industriel (EPI)**.

Il est à noter que cette liste du matériel n'est pas exhaustive. Il s'agit du matériel essentiel et obligatoire requis. Cela ne dispense pas le candidat d'avoir tous les autres équipements nécessaires à la réalisation parfaite des prestations.

Selon le mode d'acquisition, les potentielles pièces justificatives à joindre sont :

- ❖ En possession propre de l'entreprise :

- copies de cartes grises des engins ;
- factures d'acquisition ;
- photos des équipements.

- ❖ En location : contrats de location accompagné des photos des équipements y relatifs.

- ❖ Engagement de mise à disposition : attestations de mise à dispositions accompagné des photos des équipements y relatifs.

B.4. Méthodologie et organisation du travail

La méthodologie de travail doit être organisée de la manière suivante :

- ❖ Approche méthodologique : décrire dans les grandes lignes, la méthode de travail qui sera employée tout au long du projet.
- ❖ Description des activités : elle se fera selon un tableau organisé ainsi qu'il suit :

Intitulé de l'activité ou de la phase	Description détaillée	Objectif auquel elle contribue	Résultats attendus	Livrables (Rapports, etc.)
---------------------------------------	-----------------------	--------------------------------	--------------------	----------------------------

- ❖ Plan de travail et chronogramme des activités : présenter l'ordonnancement des tâches sous forme de diagramme de Gantt. Y inclure : la Séquence des activités / Durée de chaque activité / Date de début / Date de fin / Responsable de la tâche.

B.5. Capacité financière

Des documents justifiant l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières permettant de financer le Marché (production d'une attestation de capacité financière certifiée confirmant la disponibilité des financements – d'un montant supérieur ou égale à **soixante-quinze millions (75 000 000) de francs CFA**, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances.

B.6. Déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

8. CRITERES D'EVALUATION

La qualité des offres techniques sera évaluée sur la base des critères suivants :

A. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- **A l'analyse des pièces administratives :**

- a) absence ou non-conformité ou non production d'une pièce du dossier administratif après le délai de 48 heures accordé au soumissionnaire ;
- b) fausse déclaration ou pièce falsifiée.

- **A l'analyse de l'offre technique :**

- a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- b) ne pas avoir obtenu **au moins 70/100** à l'issue de l'analyse technique ;
- c) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) absence dans l'offre technique de documents justifiant l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières permettant de financer le Marché (production d'une attestation de capacité financière certifiée confirmant la disponibilité des financements – d'un montant supérieur ou égale à **soixante-quinze millions (75 000 000) de francs CFA**, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ;
- e) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

B. Critères essentiels

La qualité des offres techniques sera évaluée sur la base des critères suivants :

N°	DESIGNATION	Points
1	Présentation générale des offres	05
2	Références des candidats pour des missions similaires : au moins deux	30
2.1	Référence 1	
2.2	Référence 2	
2.3	Référence 3	
3	Qualifications et expériences du personnel d'encadrement	45
4	Moyens logistiques, techniques et matériels	15
5	Méthodologie et organisation du travail	05
	Total	100

Seuls les candidats ayant totalisé une note supérieure ou égale à 70 % à l'issue de l'évaluation des offres techniques seront pré-qualifiés.

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Directeur des Ressources Humaines et des Moyens Généraux de la CSPH, Tél : 2 22 50 30 00 / 222 50 30 10 ; B.P : 501 Yaoundé, Fax 222 50 30 05 / 222 50 30 03. Email contact@csph.cm.

10. PUBLICATION DES RESULTATS

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures publiera par voie de communiqué officiel, la liste des candidats présélectionnés à qui il adressera le Dossier d'Appel d'Offres relatif à la réalisation des prestations requises. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un candidat n'implique aucune obligation de la part de la CSPH de l'inclure dans la liste restreinte.

Yaoundé, le 25 AOÛT 2026



LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat



NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. 06/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM OF 25 AUG 2026
FOR THE RECRUITMENT OF A COMPANY TO CARRY OUTWORKS FOR
THE CONSTRUCTION OF A SECURITY FENCE AT THE MAROUA LPG
FILLING CENTRE

1. SUBJECT

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund hereby launches a Notice of Request for Expressions of Interest for the pre-selection of qualified companies to carry out construction works of a security fence at the Maroua LPG Filling Centre.

2. NATURE OF WORKS

Works, subject of this Notice of Request for the Expression of Interest, can include, without being limited to:

- site preparation and set-up;
- earthworks and site marking-out;
- reinforced concrete foundation works;
- construction of the wall and safety barrier;
- masonry, reinforced concrete and concrete structure works;
- metalwork and steel fabrication works (gates, grilles, metal fencing, guardrails, etc.);
- locksmithing and access control systems;
- electrical works for the power supply of security, lighting and access control equipment;
- painting, anti-corrosion treatment and finishing works;
- drainage and rainwater evacuation works
- landscaping works for the surrounding areas, access routes and platforms;
- the supply and installation of signage and safety equipment.

3. CONDITIONS FOR PARTICIPATION

This Notice is open to companies registered under Cameroon law with experience in providing the services requested.

4. FINANCING

Works, subject of this Notice of Request for Expression of Interest shall be financed by the Investment Budget of the HPSF for the 2026 and 2027 financial year.

5. SUBMISSION OF EXPRESSIONS OF INTEREST

Bidder application files, written in English or French, must be submitted **in four (04) copies, including the original and three (03) copies marked as such**, in a closed and sealed envelope void of a stamp or any indication of the bidder's identity. These documents must reach the HPSF Contracts Service, Room 339 of the head office building in Yaoundé, Telephone 222 50 30 00, PO Box 501, no later than **08 SEPT 2026** at **10.00 a.m.** local time, labelled as such:

NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. **06** /26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM/BPM OF **25 SEPT 2026** **FOR**
THE RECRUITMENT OF A COMPANY TO CARRY OUT WORKS FOR THE
CONSTRUCTION OF A SECURITY FENCE AT THE MAROUA LPG FILLING
CENTRE

6. EXECUTION DEADLINE

The execution period of the services is **eight (08) months**. This deadline shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

7. COMPOSITION OF THE FILE

At the risk of having their bid rejected, candidates must submit the following documents, which will be subject to verification, in two (02) volumes, in as clear and detailed a manner as possible:

Envelope A – Set 1: Administrative file

Envelop A shall contain the following documents, in originals or certified true copies, dated less than three (03) months and valid for the current financial year:

- a. A declaration of expression of interest duly signed by the bidder;
- b. the consortium agreement (if a consortium of several companies), specifying the representative where applicable;
- c. an attestation of power of attorney of the representative, if applicable.
- d. an attestation of power of signatory, if applicable.
- e. a certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance;
- f. a certificate of bank domiciliation of the bidder issued by a first-rate bank approved by the Cameroon Ministry of Finance;
- g. a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulations Agency (ARMP) referencing the call for tenders;
- h. a certificate issued by the National Social Insurance Fund stating the subject and reference of the Call to Tender and certifying that the Bidder has fulfilled his/her social security obligations towards the said Fund;

- i. A certificate of tax compliance, which also serves as proof of payment of taxes, a tax certificate and a tax situation slip, issued by the competent services of the Directorate of Taxation, stamped and certifying that the Bidder has made the regulatory tax declarations for the current financial year;
- j. A certificate of registration;
- k. A certified true copy of the trade register;
- l. A certified and valid site plan and location.

Documents **b** and **c** need only be provided if several companies are forming a consortium to tender for and carry out the contract jointly.

Envelope B – Set 2: Technical bid

The technical bid must include information and documents justifying the references attesting to the performance of similar contracts:

B.1. Information on the Bidder's qualifications:

References substantiated by the completion, over the last ten (10) years, of at least **three (03) projects** of a similar scale in the field of the field of building construction. (Enclose copies of the first and last pages of the Contracts or Purchase Orders, the acceptance reports or the certificates of satisfactory completion);

B.2. The list of the supervisory staff

The bidder must demonstrate their ability to mobilise a team of senior staff comprising:

❖ One (01) Civil Engineer: the Project Manager / Works supervisor

The Project Manager must hold:

- A degree in Civil Engineering or equivalent of (A' Levels + 5).
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers (OIC).
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**):
 - at least ten (10) years of professional experience in the supervision of construction projects for buildings, industrial facilities or infrastructure;
 - Must have carried out at least two (02) building projects of similar scale.

❖ One (01) Civil Engineer: Assistant Project Manager

This engineer must have:

- A degree in Civil Engineering or equivalent of (A' Levels + 5).
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers.
- Professional experience (to be presented in a detailed **Curriculum Vitae (CV)**): having at least seven (07) years of experience in the execution of civil engineering works and safety structures.

❖ **One (01) Electrical or Electro-technical Engineer**

This engineer must have:

- A certificate in electrical engineering or equivalent (A' Levels + 5).
- A Certificate of registration with the Cameroon Order of Engineers.
- Professional experience (to be presented in a detailed Curriculum Vitae (CV) of at least five (5) years in outdoor electrical installations, lighting and access control within the construction and public works sector.

❖ **One (01) Surveyor-Topographer**

This surveyor must have:

- A degree in Civil Engineering or be a Senior Technician in surveys, or equivalent (A' Levels + 3).
- Professional experience (to be presented in a detailed Curriculum Vitae (CV): having at least five (05) years of experience in setting-out and surveys work.

❖ **One (01) Senior Technician in Civil Engineering**

This engineer must have:

- A Higher National Diploma (HND) in Civil Engineering or equivalent (A' Levels + 2);
- Professional experience (to be presented in a detailed Curriculum Vitae (CV) having at least five (05) years of professional experience in Construction and Public Works.

❖ **One (01) Quality, Health, Safety and Environment (QHSE) Manager**

This official must have:

- A certificate (Bachelor's or Master's Degree) in the role of Quality, Health, Safety and Environment (minimum of A' Levels + 3) or equivalent.
- Professional experience (to be presented in a detailed Curriculum Vitae (CV) having at least five (05) years of professional experience in industrial or oil and gas construction sites.

❖ **One (01) Laboratory Assistant (Laboratory Technician)**

The laboratory assistant must have:

- An HND or a bachelor's degree in a field related to laboratory work or civil engineering (minimum A' Levels + 2)
- Professional experience (to be presented in a detailed Curriculum Vitae (CV) having at least five (05) years of professional experience in this domain.

❖ **One (01) Administrative Officer**

The administrative officer must have:

- An HND in secretarial duties and office automation (A' Levels + 2).
- Professional experience (to be presented in a detailed Curriculum Vitae (CV): having at least five (05) years of professional experience in secretariat-ship.

B.3. Logistics, technical and material resources

The bidder must demonstrate that the company owns, has on lease or has a commitment to the provision of the following equipment:

- ❖ Excavator and site preparation equipment
Provide evidence of ownership of at least:
 - one (01) **excavator**
 - one (01) **tipper truck**
 - One (01) **Compactor**
- ❖ Concrete and structural work equipment: provide evidence of ownership of a **concrete mixer**;
- ❖ Light lifting and handling equipment (chain hoists, jacks, etc.);
- ❖ Equipment for technical installations: provide evidence of ownership of a **welding machine**;
- ❖ Survey and inspection equipment: provide evidence of ownership of a **complete station**;
- ❖ Means of transportation: **at least two (02) 4x4 pick-up truck liaison vehicles**;
- ❖ Site safety equipment: provide evidence of ownership of Industrial Protective Equipment (**PPE**).

Please note that this list of equipment is not exhaustive. It covers only the essential and mandatory equipment required. This does not exempt the candidate from having all other equipment necessary to carry out the services to the highest standard.

Depending on the method of acquisition, the supporting documents to be attached are:

- ❖ Owned by the company:
 - copies of vehicle registration documents
 - purchase invoices
 - photographs of the equipment
- ❖ Leased: lease agreements accompanied by photographs of the relevant equipment.
- ❖ Letter of commitment: attestation of commitment accompanied by photographs of the relevant equipment.

B.4. Methodology and organisation of work

The working methodology must be organised as follows:

- ❖ Methodological approach: outline the working method to be used throughout the project.
- ❖ Description of activities: this shall be presented in a table organised as follows:

Title of the activity or phase	Detailed description	Objective to which it contributes	Expected results	Deliverables (reports, etc.)
--------------------------------	----------------------	-----------------------------------	------------------	------------------------------

- ❖ Work plan and schedule of activities: present the sequence of tasks in the form of a Gantt chart. Include: the sequence of activities / duration of each activity / start date / end date / person responsible for the task.

B.5. Financial capacity

Documents proving access to a credit line or other financial resources enabling the Contract to be financed (presentation of a certified statement of financial capacity confirming the availability of financing – of an amount equal to or greater than **seventy-five million CFAF (75,000,000)** by a first-rate bank approved by the Minister of Finance.

B.6. A sworn declaration in which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established annually by the Ministry of Public Contracts.

8. EVALUATION CRITERIA

The quality of the technical bids will be assessed based on the following criteria:

A. Elimination criteria

The elimination criteria are as follows:

- **Analysis of Administrative Documents:**
 - a) Absence or non-conformity of a document in the Administrative file after the 48-hour deadline granted to the bidder;
 - b) False declaration or forged document;
- **Analysis of the Technical Bid:**
 - a) Incomplete or non-conforming technical file in line with the specifications of this Notice;
 - b) Failure to obtain at least **70/ 100** at the end of the technical analysis;
 - c) False declaration or forged document;
 - d) Non-presentation in the technical bid of a documents proving access to a credit line or other financial resources enabling the Contract to be financed (presentation of a certified statement of financial capacity confirming the availability of financing – of an amount equal to or greater than **seventy-five million CFAF (75,000,000)** by a first-rate bank approved by the Minister in charge of finance;
 - e) Absence in the technical bid of a sworn declaration by which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established yearly by the Ministry of Public Contracts.

B. Essential criteria

The quality of the technical bids will be assessed based on the following criteria:

No.	DESCRIPTION	Points
1	General presentation of bids	05
2	Bidder's references for similar assignments: at least two	30
2.1	Reference 1	
2.2	Reference 2	
2.3	Reference 3	
3	Qualifications and experience of supervisory staff	45
4	Logistical, technical and material resources	15
5	Methodology and organisation of work	05
	Total	100

Only bidders with a total score of 70% or higher in the evaluation of the technical bids shall be short-listed.

9. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours from the Director of Human Resources and General Options of the HPSF, Tel: 2 22 50 30 00 / 222 50 30 10; P.O Box: 501 Yaoundé, Fax 222 50 30 05 / 222 50 30 03. Email contact@csph.cm.

10. PUBLICATION OF RESULTS

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund will publish, through an official release, the list of short-listed bidders to whom the Tender Documents on the provision of the requested services will be sent. It should be noted that interest expressed by a bidder does not imply any obligation on the part of the HPSF to have the bidder short-listed.

Yaoundé, 25 AOUT 2026



PROJECT OWNER

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat